

Les Émeutes en Grèce

Déjà parus

Le Démocratisme radical

Roland SIMON

Le Travail et son Dépassement

Bruno ASTARIAN

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME I

Fondements critiques d'une théorie de la révolution

Au-delà de l'affirmation du prolétariat

Roland SIMON

Moyen-Orient 1945-2002 :

histoire d'une lutte de classes

Théo COSME

Rupture dans la théorie de la révolution

Textes 1965-1975 présentés par François Danel

Collectif

À l'Assaut du ciel

Composition de classe et lutte de classe

dans le marxisme autonome italien

Steve WRIGHT

À paraître

Histoire critique de l'ultragauche

Trajectoire d'une balle dans le pied

Collectif

Theo Cosme

Les Émeutes en Grèce

Recueil de textes établi
par THÉORIE COMMUNISTE



Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition.

Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société : l'époque du socialisme. La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, de la citoyenneté, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration.

Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne - ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

En couverture : « Flics, porcs, assassins »

ISBN : 978-2-9516460-6-3

Editions SENONEVERO, avril 2009

ARHIS, 8, rue Chateaudon, 13001 Marseille

<http://www.senonevero.net>

LES ÉMEUTES EN GRÈCE, et leur écho mondial, sont le signe que la crise mondiale du capital, qui s'est d'abord présentée comme crise financière, est effectivement une crise du rapport d'exploitation, une crise de l'implication réciproque entre les deux classes de ce mode de production. Crise de la reproduction du face à face entre la force de travail et le capital, qui, pour le meilleur et pour les limites des émeutes en Grèce, est apparue comme une *affaire de discipline*.

Alors que toutes les mesures, contre-mesures, plans – en termes stratégiques, les *offensives* du capital – emplissaient l'horizon, les volutes de fumée des cocktails Molotov, à Athènes, Patras, Thessalonique, Malmö, les bruits de verre brisé, à Gand, Paris, Londres, les pierres lancées sur les flics, partout, sont venus faire écran entre l'horizon indépassable du capitalisme et le présent terrifiant de sa crise. Trois mois après l'effondrement des Bourses mondiales, trois ans après les émeutes des banlieues françaises, les feux grégeois des jeunes prolétaires du monde entier nous rappellent que *la guerre de classe a bien lieu*.



LE PLANCHER DE VERRE

Théorie Communiste

LES ÉMEUTES ¹ (ou l'émeute diffuse et fractionnée dans le temps et l'espace) qui ont éclaté en Grèce à la suite du meurtre du jeune Alexandre dans la soirée du 6 décembre 2008 sont productrices de théorie. Elles sont pratiquement, c'est-à-dire consciemment, la compréhension de ce cycle de luttes par lui-même, de son stade présent, elles sont un marqueur théorique et chronologique. Dans toutes ses limites, ce mouvement est la première réaction prolétarienne (bien que non globale) à la crise du capital restructuré. En tant que production de théorie, ce mouvement peut être plus ou moins arbitrairement considéré sous six caractéristiques essentielles :

- la pratique et le discours de ces émeutes font de la crise actuelle de la reproduction capitaliste, une crise de *l'avenir* de ce mode de production ;

1. Le terme grec εξέγερση [ekseyersi] a été largement utilisé par les participants eux-mêmes pour décrire ce qui se passait, ce terme peut se traduire par « soulèvement », « rébellion », « insurrection », « émeute ». « Soulèvement » est trop neutre ; « rébellion » n'implique pas de formes d'actions particulières ; « insurrection » est trop fort pour ce qui s'est réellement passé en Grèce, il n'y a jamais eu ni la volonté, ni la possibilité, ni l'enjeu de renverser le pouvoir en place et les rapports de production qu'il exprime ; « émeute » correspond à la forme pratique du soulèvement, à son caractère spontané et à la « rébellion » comme refus qui s'y est manifesté.

- la caractérisation, dans une topologie de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, du moment de l'oppression et de la *coercition* dans l'autoprésupposition du capital ;
- la question du caractère « périphérique » ou non des émeutiers par rapport à un « cœur » de la classe ouvrière, c'est-à-dire la question de l'unité de la classe et de sa recomposition ;
- le dépassement de ce qui avait été la dynamique contradictoire de la lutte anti-CPE en France, ce qui n'est pas sans relation avec le deuxième point ;
- le dépassement dans la lutte de l'objectivité du cours du capital et les activités des classes en présence comme choix, décisions, tactiques, stratégies ;
- le questionnement de la théorie de la valeur et de la crise du mode de production capitaliste à la lumière d'une attaque du capital hors de la production et de l'extension des pratiques de blocages.

[Plusieurs points sont regroupés dans un même chapitre.]

L'avenir

On peut bien sûr reprendre toutes les analyses qui ont été faites sur la crise permanente du système d'éducation en Grèce (et la récurrence des luttes qui s'y déroulent) : sa sélectivité de plus en plus intolérable, « l'intensification du travail étudiant », son mensonge permanent sur les opportunités qu'il ouvre, le fait que d'« ascenseur social », il devient un pur et simple « reflet des injustices et des clivages sociaux ». Participer aux études devient purement et simplement l'acceptation (*sans contrepartie*) de tous les rapports d'exploitation qui donnent leur forme et leur contenu au système global d'enseignement. Il est nécessaire de rappeler tout cela et le texte de TPTG, *La crise permanente de l'éducation : sur quelques luttes récentes en Grèce*, le fait très bien ². Mais ce n'est pas suffisant, il faut aller plus loin. Si, dans de nombreux pays, l'éducation se trouve être un secteur particulièrement instable et remuant de la société capitaliste, ce n'est pas seulement du fait des « réformes » que la reproduction du capital impose à ce secteur, mais du fait que c'est *la reproduction du capital qui est devenue problématique*. C'est en devenant problématique, c'est-à-dire en étant *en crise comme reproduction*, que l'autoprésupposition du capital désigne, dans un premier temps, comme le lieu de sa crise, les secteurs de la société

2. Ce texte est publié dans ce volume, p. 95.

où sa reproduction prend une forme *spécialisée* par rapport à la société même. Elle touche d'abord les « entrants » et construit la catégorie sociale de la jeunesse. Cette crise de la reproduction s'est concentrée dans les lieux spécialisés de la reproduction, désignant la jeunesse précarisée comme son principal acteur (la « génération 600 euros »), dont les étudiants sont demeurés tout au long du mouvement les principaux *représentants*. C'est par là que le mouvement étudiant a été ce mouvement *général* d'émeutes.

Certains textes grecs, comme ceux de Blaumachen parlent de l'Université comme « fraction du capital » et considèrent les facs comme des lieux de travail – et d'exploitation – en conséquence, le blocage des facultés est compris comme une entrave à la reproduction d'ensemble, si ce n'est à la production tout court, dans la mesure où l'étudiant est considéré comme producteur d'une marchandise particulière : sa force de travail. Dans une telle approche, il faut distinguer deux choses : le dit et le non-dit, c'est-à-dire de quoi une telle analyse, théoriquement fautive, est le symptôme vrai.

À moins d'être des universités privées dans lesquelles s'engagent des capitaux particuliers réclamant au moins le taux de profit moyen et dans lesquelles l'étudiant est le client qui achète la marchandise leçon, les universités ne sont pas des fractions du capital (même dans ce cas, les universités ne seraient pas un secteur productif). Elles sont une fonction essentielle de la production/reproduction de la force de travail, mais, quelle que soit leur *utilité*, dans la mesure où, *via* l'État, c'est de l'argent comme revenu qui y fonctionne, elles ne sont pas des entreprises capitalistes, quelle que soit, là encore, la nécessité de la rationalisation de leur fonctionnement (moins l'étudiant traîne dans ses études, moins il coûte), comme pour n'importe quel *faux-frais* de la production. L'étudiant qui étudie (il ne s'agit pas ici du fait que « être étudiant » soit devenu une position sur le marché du travail précaire : il existe des emplois pour « étudiant », que ceux-ci soient tenus ou non par des étudiants) n'entre dans aucun rapport d'achat-vente de la force de travail et ne produit aucune marchandise contenant une plus-value que son employeur (l'administration de l'université) s'approprierait. L'étudiant doit s'investir dans la production de sa marchandise force de travail en tant que force de travail complexe, mais il ne se l'achète, ni ne se la vend à lui-même. Tant que cette marchandise reste attachée à sa personne, pure subjectivité, elle n'entre dans aucun rapport productif avec le capital. Même si nous admettions l'idée d'une fabrication par l'étudiant d'une marchandise, il ne serait pas un travailleur productif (de capital), tout au plus un petit producteur indépendant

portant sa marchandise sur le marché. Il faut remarquer ici que cette « idée de gauche » de l'étudiant producteur d'une marchandise rejoint un thème récurrent de la droite dite libérale selon lequel chacun est le petit entrepreneur de sa personne.

Dans l'autocompréhension vraie du mouvement comme anti-capitaliste, ce qui en fait un mouvement anti-capitaliste, la crise de la reproduction, produit une compréhension fautive de soi : l'étudiant est un travailleur productif, l'Université est un capital. Cette analyse « fautive » est le symptôme vrai de la situation qui structure la révolte « étudiante ». Le mouvement ne s'est pas construit lui-même comme anti-répression, anti-gouvernemental ou anti-réforme universitaire (en cela il marque une coupure par rapport à la continuité des révoltes étudiantes en Grèce). De fait, dans la révolte lycéenne et étudiante, c'est bien la reproduction de la société capitaliste qui est en jeu, qui est l'objet de la contradiction. Mais, en tant que telle, cette révolte est enfermée, malgré toutes les manifestations de sympathie et de solidarité de la « population », dans les formes institutionnelles de cette reproduction, comme une « rupture de contrat », comme faillite d'un État corrompu surveillé par le FMI et mentant sur son propre fonctionnement à la Commission de Bruxelles.

Le mode de production capitaliste lui-même est *en panne d'avenir*.

« Ce à quoi l'on assiste [en Grèce] est une espèce originale de révolte, préfigurée par les émeutes de Los Angeles, Londres et Paris, mais qui se déploie à partir d'une compréhension plus profonde du fait que l'avenir a été de toute façon pillé d'avance. Et en effet, on peut se le demander : quelle génération dans l'histoire moderne (mis à part les fils de l'Europe de 1914) a-t-elle été à ce point entièrement trahie par ses patriarches ? [...] Ma génération, celle du *baby-boom* lègue à ses enfants une économie mondiale en ruines, des inégalités sociales extrêmes, qui atteignent des niveaux stupéfiants, des guerres brutales sur les marges impériales et un climat planétaire devenu incontrôlable. » (Mike Davis, interview donnée à un journal grec, reproduit et traduit sur le site de *Contretemps*).

Si, dans l'aire capitaliste occidentale, les épisodes de plus forte conflictualité sociale se centrent sur la jeunesse précarisée (*s'unifiant* dans les émeutes en Grèce, contrairement à ce qui s'était déroulé dans la France de 2005-2006 entre les émeutes de banlieues et la lutte anti-CPE), c'est que la « jeunesse » est une construction sociale. C'est là que se situe le passage du mouvement étudiant à celui des émeutes, de façon tout à fait immédiate, c'est le contrat de travail qui résume ce passage. La crise construit et frappe (c'est un même mouvement) la

catégorie des « entrants » et cela selon les modalités de leur « entrée » : formation, précarité (et ceux qui sont dans une situation identique - immigrés). L'essentiel ici, c'est le *contrat de travail* qui situe cette force de travail dans son rapport à l'exploitation capitaliste au niveau des aléas du marché, de la mobilité du capital, etc. C'est quelque chose que l'on rencontre, avec plus ou moins de violence, partout en Europe et aussi aux États-Unis. C'est la crise de la reproduction en tant que telle qui annihile l'avenir et construit la jeunesse comme sujet de contestation sociale. L'avenir, dans le mode de production capitaliste, c'est la reproduction, sans cesse renouvelée, du rapport social capitaliste fondamental entre la force de travail et les moyens de production comme principal résultat de la production capitaliste elle-même. La crise du capital financiarisé n'est pas simplement le décor, la toile de fond, les circonstances, des émeutes en Grèce, elle est la forme spécifique de la panne d'avenir du mode de production capitaliste, par définition elle situe immédiatement la crise au niveau de la reproduction.

Le passage du mouvement étudiant à un mouvement généralisé d'émeutes prolétariennes visant la reproduction du capital en tant que telle dans ce qui la rendrait possible (nous verrons plus loin que ce fut là la limite de ces émeutes), c'est-à-dire les institutions, l'État, la violence, l'idéologie, l'échange, la marchandise, a produit ses acteurs à partir d'un matériau existant. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement du capitalisme en Grèce a été chaotique, détruisant les anciennes relations sociales plutôt que construisant de nouvelles impliquant et définissant l'ensemble de la société ; exemplaire à cet égard, l'entrée dans l'Union européenne en fut, pour l'instant, la dernière étape. La bourgeoisie grecque a toujours fait preuve de pusillanimité, à la remorque des grandes puissances capitalistes (depuis « l'indépendance » même) et regardant plutôt vers le large que vers son territoire national. L'industrie capitaliste grecque, après s'être développée sous la forme de quelques enclaves, le plus souvent aux mains de capitaux étrangers (comme l'était la famille royale), est maintenant exsangue. L'emploi, c'est la marine marchande, le tourisme et le secteur du bâtiment qui lui est lié, l'administration. La révolte contre le capitalisme qui ne l'a jamais fait vivre décemment est intrinsèque à la société grecque.

Les émeutes de décembre 2008 se situent à la conjonction de ce capitalisme prédateur dont l'organe est l'État, tenu par des mafias clientélistes, et de la cristallisation, dans le mouvement étudiant, de la défiance sociale, faite de haine et de mépris, qu'il suscite. Car, en Grèce, le mouvement étudiant est un « milieu social » débordant lar-

gement la situation étudiante ou lycéenne. Dans un tel capitalisme, les « marges », la « génération 600 euros », ont vite fait de *représenter* l'ensemble du fonctionnement social, surtout lorsqu'elles sont déjà organisées, comme dans le quartier d'*Exarchia* à Athènes, dans tout un réseau de résistance et d'alternatives (centres sociaux, imprimeries, cafés, locaux associatifs, artisanat, bazars, ateliers de coutures...), c'est-à-dire quand elles sont massives et traitent le capitalisme et l'État comme on considère une armée étrangère d'occupation. Le mouvement des émeutes n'est pas un mouvement étudiant non seulement parce que les étudiants et lycéens ont été immédiatement rejoints par toute une fraction de la population précaire et immigrée, parce qu'il a bénéficié de la sympathie et de la participation occasionnelle d'une partie de la population, mais aussi parce que le mouvement étudiant n'était *déjà* pas un mouvement « étudiant », la situation d'étudiant est une situation sociale et *politique* : c'est-à-dire un rapport conflictuel à l'État, à la fois l'exploiteur à venir (l'administration est quasiment le seul débouché), mais un exploiteur potentiel qui, se refusant, condamne à un *no man's land* social. Dans cette situation, produite par le fonctionnement même du capitalisme, la contrainte et l'extériorité du rapport social capitaliste apparaissent comme un *état*, un point de départ, et non comme une *activité* (nous avons là simultanément la force et la faiblesse de ces émeutes). La production de l'appartenance de classe et du rapport social capitaliste comme une contrainte extérieure, qui est une *activité* de classe à l'intérieur du rapport lui-même, apparaît ici comme *état* d'extériorité dont la simple violence est le fondement social. Que l'on comprenne bien que « l'extériorité » dont nous parlons est intrinsèque à une activité de classe qui, contre le capital, inclut pour la classe sa propre remise en cause, il n'est absolument pas question ici d'extériorité militante, interventionniste ou activiste. Quelles que soient les limites spécifiques du mouvement dont nous parlons ici, il serait absolument faux d'y plaquer les schémas de la critique du militantisme et de l'interventionnisme.

De façon cohérente les objectifs, les cibles, de ces émeutes ont été les *institutions où la reproduction du mode de production acquiert une forme séparée* par rapport à la société dont elles sont les institutions de reproduction tant politiques qu'économiques et idéologiques, ainsi que les formes de la *circulation* dans lesquelles le capital fait retour à lui-même. Quand c'est l'avenir qui est déjà pillé et que pratiquement et consciemment un mouvement se situe à ce niveau de la reproduction, même si celle-ci demeure perçue et attaquée comme instances séparées de la production, il ne peut y avoir de revendication, car il n'y

a plus d'alternative et même pas l'illusion, comme en Italie au même moment, qu'il puisse y en avoir une. C'est dans cette crise de la reproduction des rapports sociaux que s'ancre, dans l'autoprésupposition du capital, le moment *coercition et normalité* dont les émeutes ont été non seulement la mise à jour mais pratiquement *la mise en forme*.

La police et l'armée sont le dernier mot de l'autoprésupposition du capital face à la résistance aux dispositions prises par la classe capitaliste dans le domaine du travail, de la protection sociale (santé, retraite...), de l'éducation. Directement dans le rapport au travail, être précaire ou travailleur migrant signifie qu'il faut travailler chaque fois que le patron en a besoin, accepter de faire des heures supplémentaires non rémunérées et d'être licencié selon les aléas de la conjoncture. Cela signifie également être tabassé ou vitriolée à la moindre revendication ou même plainte. Être travailleur précaire ou migrant, c'est déjà vivre sous un régime de terreur, si l'on est un travailleur « grec-stable », la terreur du travail ce sont les « accidents » dont la multiplication suit l'intensification de l'exploitation. De façon absurde, le salaire et la reproduction de la force de travail tendent à devenir illégitimes pour le capital lui-même (cf. dans *Théorie Communiste* 22, le texte *Revendiquer pour le salaire*)³. C'est cela la crise de la reproduction, la panne d'avenir. C'est cela aussi, dans l'objectivité même du capital, la reproduction de son appartenance de classe devenant, pour le prolétariat, une contrainte extérieure dans le rapport même d'exploitation qui le reproduit comme classe et le lie indissociablement, en tant que classe, avec le capital. Il y a partout dans ces émeutes comme un sentiment de « rupture de contrat » de la part du capital : « Gagnerons-nous assez d'argent pour avoir des enfants ? »

Les émeutes en Grèce signifient la fin de la période ouverte, dans le

-
3. Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu. C'est cette double déconnexion qui constitue la revendication salariale comme structurellement illégitime dans cette période du mode de production capitaliste et pas seulement contraire à la valorisation maximale du capital. C'est pour cela que la revendication salariale est certainement devenue le terrain où se prépare la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime d'elle-même* : le rapport salarial par lequel, pour le prolétariat, son existence physique/sociale dépend du capital.

cycle de luttes actuel, avec la vague de grèves de 1995 en France et les concentrations « anti-sommets » de la fin des années 1990, c'est-à-dire la fin de la période du *démocratisme radical*⁴ comme expression et fixation des limites de la lutte de classe. Il n'y a plus d'autre avenir possible, parce qu'il n'y a plus d'avenir : *l'alternative est morte*. « Souvenez-vous des manifestations contre l'OMC et la "bataille de Seattle" en 1999 qui ouvrirent une nouvelle ère de protestation non-violente et d'activisme local⁵. La popularité des forums sociaux mondiaux, les millions de manifestants contre l'invasion de l'Irak par Bush et le large soutien aux

-
4. Ce que nous entendons par démocratisme radical ne désigne pas seulement une idéologie (« le citoyennisme »), c'est une pratique dont le contenu consiste à formaliser et entériner les limites des luttes actuelles dans leur spécificité. Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque. Plus d'existence pour soi confirmée de la classe face au capital. Cela signifie que le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes de cette période que formalise le démocratisme radical : entériner l'existence de la classe dans le capital. Tout cela est bien réel dans la lutte de classe et il existe un *parti de l'alternative* dont l'existence devient la justification de son idéologie. Pour le démocratisme radical la critique du mode de production capitaliste se limite à la nécessité pour le prolétariat de maîtriser ses conditions d'existence. Pour cela ce mouvement social trouve dans la démocratie revendiquée comme radicale la forme et le contenu le plus général de son existence et de son action (maîtrise, contrôle). Le prolétaire est remplacé par le citoyen, la révolution par l'alternative. Le mouvement est vaste : de formes qui ne revendiquent qu'un aménagement, un capitalisme à visage humain, jusqu'à des perspectives alternatives qui se veulent rupture d'avec le capitalisme tout en demeurant dans la problématique de la maîtrise, du contrôle, de la gestion.
5. Ici, Mike Davis oublie l'importance des affrontements des *Black blocs* avec la police dans l'importance et la dynamique de ces anti-sommets. Si cela ne change rien à l'analyse générale présentée dans cette citation, cet oubli ne permet pas de comprendre les contradictions mêmes de cette période du démocratisme radical et donc ne permet pas de comprendre que, dans la situation présente, sont en passe d'être dépassées *et* le démocratisme radical *et* l'autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, c'est-à-dire la remise en cause de son appartenance de classe comme quelque chose à réaliser *face* au capital et non comme étant intrinsèque à la contradiction qu'est l'exploitation : dans les deux cas une autre vie était possible comme une alternative.

accords de Kyoto – tout cela véhiculait l’immense espoir qu’un “alter monde” soit déjà en train de naître. Dans le même temps, la guerre n’a pas pris fin, les émissions de gaz à effet de serre ont monté en flèche et le mouvement des forums sociaux a dé péri. C’est tout un cycle de protestations qui est arrivé à son terme le jour où la chaudière du capitalisme mondialisé a explosé à Wall Street, laissant dans son sillage à la fois des problèmes plus radicaux et de nouvelles opportunités pour la radicalité. La révolte d’Athènes répond à une soif de colère : elle met fin à la récente sécheresse en la matière. Il est vrai que ceux qui l’animent semblent n’avoir qu’une faible tolérance pour les slogans d’espoir et les solutions optimistes. Ils se distinguent ainsi des revendications utopiques de 1968 ou de l’esprit rêveur et volontaire de 1999. C’est bien sûr cette absence de demande de réformes (et ainsi l’absence de toute prise permettant la gestion de la protestation) qui est l’élément le plus scandaleux – et pas les cocktails Molotov ou les vitrines brisées. Cela rappelle moins les mouvements étudiants des années 1960 que les révoltes intransigeantes de l’anarchisme des bas-fonds dans le Montmartre des années 1890 ou du *Barrio Chino* à Barcelone au début des années 1930. » (Mike Davis, *op. cit.*)

L’absence d’avenir, ce n’est pas seulement la disparition de la promesse de vivre mieux, mais encore le fait de poser comme enjeu la possibilité de pouvoir survivre et se reproduire en tant qu’être en chair et en os. Ce que les prolétaires ont la fâcheuse habitude d’être. Ce n’est pas de leur faute : être de chair et d’os est absolument une contrainte et une construction *sociales*, le prolétaire est le premier travailleur purement physique, une subjectivité sans objet (il n’a aucune relation objective ou personnelle à aucun moyen de production ou de subsistance). Quand le prolétaire est menacé dans sa constitution physique, c’est sa définition sociale qui est en jeu.

Au même moment, les « slogans d’espoir » et les « solutions optimistes » sont encore de mise en Italie. On peut voir dans cette discordance un simple effet de situations économiques contrastées entre l’Italie et la Grèce, où l’État vient de voir sa note rétrogradée quant à la confiance que les investisseurs peuvent mettre en lui. Mais demain, l’Italie peut connaître une vague d’émeutes semblable à la Grèce et la Grèce un vaste mouvement revendicatif avec floraison de collectifs de base. Il faut surtout considérer que la lutte de classe est un processus mondial et global, mais qui n’est pas homogène, et dans lequel les luttes ne prennent pas place sur un axe chronologique, où il y aurait des « mouvements d’avant-garde » et des « anachronismes ». Si la situation où le prolétariat agissant en tant que classe est dans un rapport

contradictoire tel avec le capital que sa lutte peut être sa propre abolition, si cette situation est la dynamique de ce cycle de luttes, elle se construit de façon chaotique. Là, au travers de revendications salariales que le mode de production capitaliste ne peut et ne veut plus satisfaire ; là, au travers de vastes mouvements de base auto-organisés proposant des alternatives ; là, au travers d'émeutes produisant l'appartenance de classe comme contrainte extérieure et le rapport d'exploitation comme pure et simple coercition. Personne n'est en avance, personne n'est en retard, parce qu'aucun n'est indépendant.

Cependant, dans ce chaos, tous les termes ne sont pas identiques et n'entretiennent pas le même rapport à la dynamique de ce cycle considérée comme totalité. La dynamique de ce cycle de luttes, c'est l'*écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. L'activité de classe du prolétariat est maintenant de plus en plus déchirée de façon interne : elle n'a, en demeurant action de classe, que le capital pour horizon (toute libération du travail et affirmation du prolétariat comme classe dominante ayant disparu), simultanément dans son action contre le capital, c'est sa propre existence comme classe qu'elle rencontre et qu'elle doit traiter comme quelque chose à supprimer. La plupart des luttes actuelles sont amenées à vivre cet écart, cette déchirure intérieure, les émeutes en Grèce n'y ont pas échappé.

Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à soi, dans la mesure où cette action comporte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même : la négation par le prolétariat de son existence comme classe à l'intérieur de son action en tant que classe (c'est cela l'écart dans l'action en tant que classe). Dans les émeutes en Grèce, le prolétariat ne revendique rien et ne se considère contre le capital comme le fondement d'aucune alternative, simplement, il ne veut plus être ce qu'il est.

Au même moment, malgré son ampleur bien plus grande, sa large mise en mouvement de la classe ouvrière, l'*« Onda anomale »* italienne est renvoyée, de par la seule simultanéité des émeutes en Grèce, à ses impasses, à son absence de perspective. Les émeutes en Grèce signifient que l'*Onda* n'a pas de perspectives, n'indique pas l'avenir de la lutte des classes. Inversement, la simultanéité même de ces luttes (italiennes et grecques) confère aux émeutes en Grèce un sens qu'elles n'auraient pas en dehors de cette simultanéité, celui de désigner, dans le fait d'agir en tant que classe, la nature même des limites actuelles de la lutte de classe à l'intérieur de celle-ci considérée comme un tout.

Cette intrication, comme écart, des éléments de la lutte de classe

a d'ores et déjà un sens, celui de la remise en cause par le prolétariat de son existence de classe dans sa lutte contre le capital. En Grèce, le principal contenu de cette remise en cause a été de montrer et mettre en forme la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme incluant la coercition.

Le moment coercition

L'exploitation n'est pas le contenu d'un rapport contradictoire entre deux termes symétriques (il n'y aurait pas alors de contradiction), elle est une différence de relation à la totalité qui, vu son contenu, détermine un terme à remettre en cause et dépasser cette totalité. Ce n'est pas l'exploitation en soi qui porte son dépassement, c'est la situation et l'activité spécifique du prolétariat, comme pôle que le mode de production capitaliste comme totalité implique, qui porte et produit le dépassement de cette totalité.

L'exploitation, c'est la valorisation du capital dans ses trois moments constitutifs : le face à face de la force de travail et du capital, la subsomption du travail sous le capital, la transformation de la plus-value en capital additionnel. Ici, c'est ce troisième moment qu'il faut plus particulièrement prendre en compte. Une crise de la reproduction se définit par le fait que le mouvement de l'autoprésupposition du capital, le double moulinet de sa reproduction ⁶, ne remet pas de lui-même chacun à sa place.

-
6. « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail. Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIII, Ed. Sociales, t.3, pp. 19-20).

Cette transformation de la plus-value en capital additionnel n'est jamais acquise : de par la concurrence, bien sûr, au niveau le plus superficiel, aussi de par le fait que cette transformation implique la rencontre du capital marchandise et de l'argent comme capital ou moyen de circulation (c'est la possibilité générale des crises), mais surtout parce qu'elle implique la transformation sous-jacente de la plus-value en profit, donc le rapport de la plus-value au capital total engagé et, dans le renouvellement des cycles de production, l'augmentation de la composition organique. La baisse du taux de profit est constamment le caractère *jamais acquis* de la transformation de la plus-value en capital additionnel, et donc du renouvellement du procès. Il ne s'agit pas ici d'un problème qui n'affecterait que des capitaux individuels en tant que tels. Si, en effet, le caractère jamais acquis de cette transformation de la plus-value en capital additionnel apparaît au niveau des capitaux individuels, c'est qu'il y a concurrence ; mais ce n'est pas là qu'il trouve son origine, s'il y a concurrence, c'est qu'il y a baisse du taux de profit. Le caractère jamais acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel est une caractéristique du capital social.

Que ce soit la transformation de la plus-value en capital additionnel qui soit problématique passe tout autant par les transformations du capital, les faillites, les licenciements, la transformation d'une partie de la population en surnuméraires, que par l'augmentation des cadences, la transformation du procès de travail, la fixation du prix de la force de travail. La transformation de la plus-value en capital additionnel c'est aussi et tout d'abord l'extraction d'une plus-value « suffisante » pour permettre cette transformation. « Les deux formes [de l'extorsion de surtravail] ont en commun que le capital est un *rapport coercitif* (souligné dans le texte) visant à extorquer du surtravail... » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 195)

C'est là que réside la possibilité générale de la crise de l'exploitation comme pratiques contradictoires entre des classes, c'est là que réside le processus de particularisation des termes de la contradiction dans leurs activités de sujets, c'est là que réside leur indépendance et leur implication réciproque, c'est là que *dans l'exploitation*, réside la coercition.

L'autoprésupposition du capital n'est pas un mouvement automatique qui, en tant que tel, se suffirait à lui-même pour remettre chacun à sa place. L'autoprésupposition du capital n'est pas la respiration d'un monstre automatique, elle contient, comme fonction d'elle-même, l'action des sujets de la contradiction. C'est là que le rapport d'exploitation est coercition, tant comme activité de la classe capitaliste que comme activité du prolétariat en tant que lutte contre cette remise à sa